

FLUCTUATIONS DU MARCHÉ DU NICKEL ET IMPACTS LOCAUX EN NOUVELLE-CALÉDONIE-KANAKY

Par [Jean-Louis Thydjepache](#), Chef de département relations avec les communautés et responsabilité sociale, Koniambo Nickel SAS (KNS); [Matthias Kowasch](#), University College of Teacher Education Styria (AUT) (à partir du 1^{er} octobre 2024: Professor of Human and Economic Geography, Sorbonne University, Paris, FRA) & Inland Norway University of Applied Sciences (NOR); [Simon P.J. Batterbury](#), Professor of Environmental Studies, Geography, Earth and Atmospheric Sciences, University of Melbourne (AUS)

Le marché mondial du nickel en transformation

Les minerais contenant du nickel sont actuellement exploités dans plus de 25 pays à travers le monde. La « première utilisation » du nickel se réfère à sa transformation en produits intermédiaires (par exemple, les mattes de nickel), qui serviront ensuite de base pour la fabrication de produits finaux incorporant du nickel. Dans presque tous les cas, ces produits de première utilisation subissent un traitement supplémentaire avant d'être prêts à l'emploi. Selon le Nickel Institute (2024), 65% du nickel transformé est utilisé pour l'acier inoxydable, 17% pour les batteries, 5% pour les alliages à base de nickel, 5% pour le plaquage, 3% pour les aciers alliés, 1% pour les fonderies en acier inoxydable, 1% pour les fonderies en alliages, et 2% pour d'autres usages. Mais le nickel est aussi essentiel pour des technologies d'énergie renouvelable (géothermie, hydrogène, énergie éolienne, etc.) (Black, 2024). Le monde est confronté à une forte demande de nickel, en raison de la transition énergétique, en particulier pour augmenter la production de batteries et de véhicules électriques. Le nickel est considéré comme une matière première critique et stratégique, également utilisée dans le secteur de l'aérospatiale et de la défense.

Actuellement, le monde est confronté à une forte demande en nickel, en raison de la transition énergétique, numérique et de mobilité, notamment pour la production de batteries et de véhicules électriques. Le nickel se trouve ainsi sur la liste des matières premières critiques (MPC) de l'Union européenne (UE) qui comprend en 2024 au total 34 MPC, de la bauxite au vanadium (EC, 2023). Pour satisfaire la demande croissante des industries européennes en MPC, la Commission Européenne a conclu ces dernières années des partenariats stratégiques avec différents pays, dont l'Argentine, le Canada, le Groenland et la Zambie. Les derniers mémorandums de compréhension ont été signés en 2024 avec le Rwanda, la Norvège, l'Ouzbékistan, l'Australie et la Serbie (EC, 2024). La Nouvelle-Calédonie en revanche ne se trouve pas parmi les partenariats.

La concentration massive de l'extraction des minerais de nickel vers l'Indonésie au cours des années précédentes (Fig. 1) a modifié le marché et les possibilités de développement régional, y compris en Nouvelle-Calédonie. En 2022, l'Indonésie a en effet extrait 49% de la production mondiale de nickel (WMD, 2024).

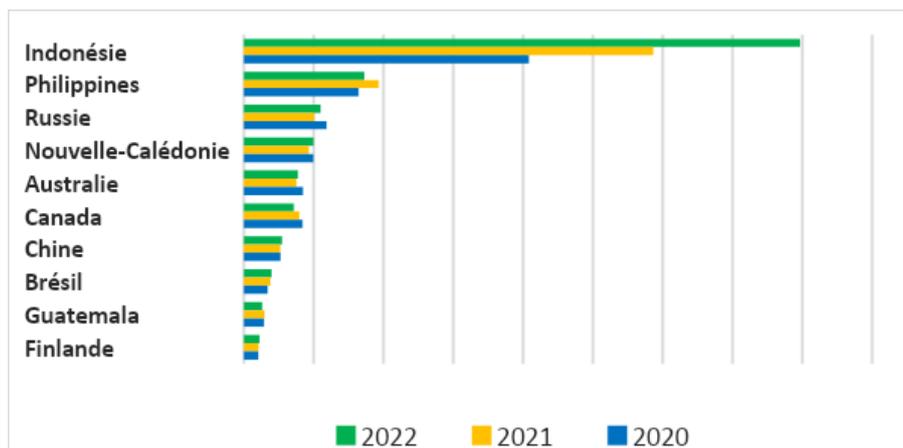


Figure 1 : Production de minerais de nickel entre 2020 et 2022 – comparaison par pays. Source : WMD, 2024

Plusieurs facteurs expliquent cette forte concentration de l'extraction sur l'Indonésie aujourd'hui (Kyunghoon, 2023 ; Pantz, 2024) : a) la main d'œuvre n'est pas chère ; b) les mesures protectionnistes de l'Indonésie pour son industrie minière et métallurgique, par exemple en interdisant depuis 2020 l'exportation de minerai de nickel brut au profit du développement de ses capacités de transformation de minerais ; c) il existe moins de mesures de sécurité et de réglementations environnementales comparées p.ex. aux pays européens ; d) le coût de l'énergie n'est pas élevé et celle-ci est subventionnée ce qui représente un argument majeur. Kyunghoon (2023) note que « le gouvernement indonésien essaie de construire une chaîne de valeur de production de véhicules électriques dans tout le pays en tirant parti de sa position de principal exploitant de minerai de nickel et producteur de métal. En 2021, le pays comptait déjà 25 usines de traitement du nickel, et ce nombre devrait encore doubler (*ibid. cit.*). Il en résulte une pression forte sur l'industrie minière dans d'autres pays producteurs, ainsi que des préoccupations concernant les méthodes de production en matière de travail et d'environnement en Indonésie même.

Tandis que l'Indonésie produit 49% de la production mondiale en minerais de nickel, la Chine ne produit que 3% et en consomme 60%. Dans ce grand jeu du nickel mondialisé, Pékin essaie de sécuriser son

approvisionnement et donc sa consommation. A cette fin, Pékin se consacre à l'investissement dans la transformation des minerais au niveau national et en Indonésie. En effet l'Indonésie entreprend de traiter les minerais sur son sol grâce à la mise en place de nouvelles installations industrielles, axées principalement sur le nickel latéritique à faible teneur, en s'appuyant sur des technologies chinoises. Par conséquent, le pays investit en particulier dans les procédés hydrométallurgiques, soutenus par des cofinancements chinois. Parallèlement, il est essentiel de noter que ces procédés hydrométallurgiques ont un impact environnemental substantiel. La Nouvelle-Calédonie en a déjà fait l'expérience avec l'usine de Goro Nickel dans le sud de la Grande Terre, l'île principale de la Nouvelle-Calédonie-Kanaky.

En outre, certaines mines en Indonésie sont la propriété de compagnies minières chinoises. Cependant, elles ne sont pas les seules entreprises présentes en Indonésie. Par exemple, la compagnie française Eramet possède également une mine à Weda Bay sur l'île d'Halmahera. Avec le soutien financier de Paris, cette compagnie, dont 27% est détenue par l'État français, développe un projet de construction d'usine de transformation à côté de la mine avec son partenaire allemand BASF, malgré les inquiétudes concernant le respect des populations autochtones et de l'environnement (Mouterde, 2024).

L'augmentation de la demande chinoise et de l'extraction des minerais de nickel et leur transformation en Indonésie et, à un moindre degré, aux Philippines, impactent l'exploitation dans les autres pays producteurs. En 2023, 53% des exportations de minerais bruts (en tonnes humides) de Nouvelle-Calédonie partaient en direction de la Chine (ISEE, 2024a). Est-ce que le développement du secteur du nickel en Indonésie est responsable du retrait récent des deux géants suisses, Glencore et Trafigura, de leurs opérations respectives en Nouvelle-Calédonie-Kanaky (NC-K) ?

Impacts locaux sur le secteur nickel en Nouvelle-Calédonie

Le nickel a été découvert en NC-K en 1853 par l'ingénieur français Jules Garnier. L'extraction de minerais a commencé quelques années plus tard, tandis que la première usine de traitement a été inaugurée en 1910. Cette usine, appelée « Doniambo », est opérée par la Société Le Nickel (SLN), une filiale du groupe français Eramet. Elle est toujours en activité et se trouve dans la capitale Nouméa au sud du territoire. Depuis le début des années 2000, deux autres usines de traitement ont été construites : Goro Nickel dans le sud (opérée par le consortium calédonien-suisse Prony Resources et Trafigura) et Koniambo dans le nord (opérée jusqu'à récemment par le consortium calédonien-suisse SMSP et Glencore) (Kowasch et Merlin, 2024). Les deux groupes suisses, Trafigura et Glencore, viennent de se retirer de la Nouvelle Calédonie-Kanaky, évoquant des pertes financières considérables et des coûts énergétiques élevés ; ils souhaitent vendre leurs parts dans les deux opérations minières. La SLN de son côté se trouve dans de grandes difficultés financières également.

Est-ce que cette situation résulte du soutien de la Chine à un flux fiable de nickel indonésien ? Dans un article de *La Tribune de Genève* (TdG), Sallier (2024) suggère que le retrait de ces entreprises ne se limite pas aux développements en Indonésie ou à la chute des prix du nickel sur le marché, mais qu'il est

également lié à leur incapacité à maîtriser le processus métallurgique. En effet, ni l'une ni l'autre de ces entreprises ne sont des métallurgistes à proprement parler. Trafigura est principalement un négociant en matières premières, tandis que Glencore est une entreprise de négoce, de courtage et d'extraction minière.

Lorsque l'usine de Koniambo était sous la direction de Xstrata (une entreprise minière rachetée par Glencore en 2012), les coûts d'exploitation devaient être équilibrés à 8.000 dollars par tonne, à condition de fonctionner à plein régime. Cependant, malgré une baisse des prix depuis mai 2024, le nickel se vend encore à 18.000 dollars par tonne sur les marchés (INSEE, 2024), ce qui laisse une marge. L'usine de Koniambo a un potentiel réel et devrait donc trouver un repreneur. Par contre, Koniambo Nickel SAS (KNS), le joint-venture de la SMSP (Société Minière du Pacifique Sud) et Glencore, avait rencontré différents problèmes techniques lors des dernières années notamment liés à la réparation des fours. L'année dernière, la production a cependant augmenté. Alors que le départ de Glencore de Koniambo semble être dû à des raisons industrielles et financières, les raisons du départ de Trafigura sont moins évidentes (bien que les propriétaires aient signé un accord avec Tesla pour fournir du nickel-métal, mais qu'ils aient refusé d'injecter de nouveaux fonds en janvier 2024).

Pour sauver la filière nickel en crise, en particulier les trois usines métallurgiques, le gouvernement français a proposé un « pacte nickel », basé sur un rapport rendu en juillet 2023 par l'Inspection générale des finances et le Conseil général de l'économie sur l'avenir de la filière du nickel en Nouvelle-Calédonie (Requin et al., 2023 ; NC 1^{ère}, 2024a). Le pacte proposé, mais refusé par le Congrès de la Nouvelle-Calédonie prévoyait que les trois opérateurs métallurgiques s'engagent à :

- atteindre à l'horizon 2027 leur production nominale (60.000 tonnes par an pour la SLN, 50.000 tonnes par an pour Prony

Resources, 45.000 tonnes par an pour KNS),

- contenir leurs dépenses et améliorer la compétitivité,
- ne pas verser de dividendes tant que les soutiens publics sont en place,
- se tourner vers la production de mattes de nickel,
- fournir en priorité le marché européen des batteries électriques (NC 1^{ère}, 2024a).

Le pacte précise que, compte tenu que Koniambo et Prony Resources verront éventuellement arriver de nouveaux opérateurs, ces engagements « pourront être revus par les prochains actionnaires, si nécessaire » (*ibid. cit.*). De son côté, l'État français s'engage à :

- porter, sur 10 ans, un programme d'investissement pour fournir aux métallurgistes une énergie stable, fortement décarbonée à un prix compétitif sans subvention,
- mettre en place un mécanisme de subvention à l'énergie pour les entreprises métallurgiques. Mais : cette subvention, déterminée usine par usine, devrait être cofinancée avec les collectivités calédoniennes à hauteur de 50% (*ibid. cit.*).

Par conséquent, il est attendu que le gouvernement calédonien participe à cette subvention évaluée à environ 8 milliards CFP (67 million €) par an pour l'ensemble des trois usines, dès le second semestre 2024. De plus, le gouvernement calédonien s'engage à :

- rédiger une loi de pays afin de réformer le Code minier pour permettre à « tout exportateur de minerai brut » de vendre à « tout client » (*ibid. cit.*),
- suspendre – tant que les entreprises métallurgiques sont déficitaires – d'autoriser des collectivités calédoniennes à posséder des titres miniers, par le biais d'une société d'économie mixte, et à les faire exploiter en échange d'un loyer,
- s'abstenir de soutenir ou d'initier des textes qui viendraient alourdir l'activité minière ou métallurgique.

Les provinces calédoniennes ont quant à elles pour mission de faciliter l'accès des entreprises à leur domaine minier (*ibid. cit.*).

Compte tenu de la crise actuelle depuis le 13 mai 2024 avec des démonstrations contre le projet d'une réforme électorale vécu comme une recolonisation, de violentes émeutes et des destructions massives, l'économie calédonienne est au plus bas. Il semble alors impossible pour le gouvernement calédonien de participer autant à une subvention à l'énergie pour les sociétés métallurgiques. De plus, le pacte est parfois perçu comme un nouveau « pacte colonial » avec lequel l'État reprend en main la maîtrise des matières premières et envisage de fabriquer davantage de voitures électriques en Europe (Guitton-Bousson, 2024). Les indépendantistes du FLNKS (Front de Libération National Kanak et Socialiste) demandent depuis longtemps le contrôle sur les ressources minières de Nouvelle-Calédonie (y compris ses 33 mines), dans le cadre d'une revendication indépendantiste plus large (Black, 2024 ; Kowasch et Merlin, 2024). Le FLNKS réclame la « doctrine nickel » (Fig. 2). Contrairement au « pacte nickel », la doctrine prône un arrêt des exportations de minerai brut (sauf pour les entreprises calédoniennes offshore) et que la Nouvelle-Calédonie (via la STCPI, la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle) devienne actionnaire majoritaire dans la SLN.

Quoi qu'il en soit, les problèmes financiers des opérateurs miniers en Nouvelle-Calédonie et le départ de Glencore et de Trafigura ont des impacts directs sur l'économie calédonienne. Le secteur du nickel est le moteur de l'économie calédonienne. Bien qu'il n'ait contribué qu'à hauteur de 4,1% au PIB calédonien en 2017 (ce pourcentage a fluctué entre 3% et 9% au cours des dix dernières années), le secteur nickel représentait 91,4% de la valeur des exportations, pour atteindre 93,9 % en 2019 (ISEE, 2020 ; Kowasch et Merlin, 2024). Une étude de l'ISEE (2020) estime que le secteur couvre un quart du total des salariés du privé de Nouvelle-Calédonie, y compris les emplois indirects. Il existe des

aides financières de la part du gouvernement calédonien et des provinces Nord et Sud dans la crise actuelle du secteur du nickel (disposition pour les formations et réorientations, aides pour la sécurité sociale, emprunts bancaires, etc.).

économiques entre le Nord et le Sud de la Nouvelle-Calédonie dont l'économie est dominée par sa capitale, Nouméa, et son agglomération (« Grand Nouméa » qui comprend les communes de Nouméa, Dumbéa, Mont-Dore et Païta) et qui abrite



Figure 2 : Banderolle à la tribu de Baco en province Nord. Source : Kowasch, 2024

Impacts sur Koniambo

Le projet Koniambo, appelé aussi « usine du Nord » (Fig. 3), représente une valeur symbolique pour le peuple Kanak. Koniambo est détenu à 51% par la SMSP locale (une compagnie minière locale dans les mains de la province Nord gouvernée par un parti indépendantiste) et à hauteur de 49% par Glencore qui s'est retiré du projet en février 2024 (Kowasch et Merlin, 2024). Glencore ne souhaite plus co-financer Koniambo, un projet dans lequel le groupe a investi environ 9 milliards de dollars US (Turton, 2024) et met donc en vente ses actions. Koniambo représente un élément majeur pour la politique du rééquilibrage mise en place par les accords de Matignon, signés entre les indépendantistes Kanak, les parties loyalistes et l'État français en 1988, et reconduite par l'Accord de Nouméa en 1998 (Batterbury et al., 2020). La politique du rééquilibrage est censée atténuer les disparités socio-

environ trois emplois sur quatre, une grande majorité des entreprises et 67% de la population totale du territoire (ISEE, 2024b ; Kowasch et Merlin, 2024). De plus, la politique de rééquilibrage souhaite promouvoir un développement économique en terre kanak (Thydjepache, 2024) – les Kanak représentent 72% de la population totale de la province Nord (ISEE, 2024b). L'usine de Koniambo, un instrument-clé de cette politique, a donc été inaugurée en 2013, avec la première coulée de nickel sur la presqu'île de Vavouto dans la commune de Voh en province Nord.

A partir du mois de février, l'annonce du retrait de Glencore, la mine et l'usine a été en « arrêt à chaud », c'est-à-dire avec un maintien des deux fours à charbon pour que l'usine puisse reprendre les activités lors d'une reprise. Les employés locaux (environ 1.200) sont restés rémunérés, en plus des sous-traitants communautaires. Depuis le 1^{er} septembre



Figure 3 : L'usine Koniambo sur la presqu'île de Vavouto. Source : KNS, 2024

2024, L'usine est passée dans un état « d'arrêt à froid » (NC 1^{ère}, 2024b). Le nombre d'employés a été d'abord réduit à environ 200, puis sera progressivement réduit à 50 d'ici février 2025. C'est la fin d'une époque. Si aucun repreneur n'est trouvé, Glencore financera la fermeture complète.

En attendant un repreneur de Koniambo, les sous-traitants communautaires ont eu seulement de petits contrats à court terme depuis février (p.ex. les SAS Vook, Taa Poa, Vavouto-Koniambo ou Sowemar). Depuis le 1^{er} septembre, la plupart d'entre eux n'a plus de travail non plus. La SAS Vook par exemple qui s'occupe des transports et des terrassements avait sept contrats avant l'arrêt à chaud des activités de KNS : la logistique des camions qui transportaient des pièces détachées de Nouméa à Koniambo, la construction de plateformes sur mine, le nettoyage de poussière, l'arrosage à l'usine et le ravitaillement en carburant des camions sur usine, la gestion du magasin de KNS à Vavouto, la gestion du charbon pour la centrale électrique. A partir de février 2024, quelques contrats d'une durée limitée (souvent 3-4 semaines) ont contribué à fournir quelques

revenues qui permettent de « survivre ». Passé le 31 août, la SAS Vook travaille sur la construction d'une station d'essence de Shell en face du site industriel de Vavouto (qui remplacera l'actuelle station de Shell au village de Voh) ce qui montre que les sous-traitants cherchent à diversifier leurs activités et à prendre des contrats en dehors de Koniambo et du secteur minier. La STMK (Fig. 4), une structure coutumière qui travaille sur la gestion de l'eau à la mine, n'envisage pas de son côté de prendre d'autres contrats en dehors de Koniambo, elle n'en a par ailleurs jamais eu. C'est « impossible », lance son responsable dans un interview le 13 août 2024. Depuis le mois de février, elle a eu de petits travaux afin de permettre de rémunérer ses employés, mais la démobilisation et les licenciements ont commencé en août. L'autre entreprise de sous-traitance gérée par le responsable de la STMK, la Syorena (Figs. 4 et 5), aura éventuellement plus de chance, car il est possible que le transport personnel continue après l'arrêt à froid de l'usine de Koniambo. Il en est de même pour l'entreprise « Golden », un sous-traitant de la SAS Taa Poa créée en 2019 par le GDPL Taa Ma Pwanefuk à la tribu d'Oundjo, située à quelques kilomètres de

l'usine métallurgique. En charge de la sécurité, Golden qui emploie environ 20 personnes pour le site de Vavouto, va très probablement rester après l'arrêt à froid de l'usine. Les deux autres activités que la SAS Taa Poa gère elle-même, à savoir le nettoyage des bureaux, des industries légères et des espaces verts, seront diminuées.

De manière général, la sous-traitance coûte cher en Nouvelle-Calédonie, ce qui représente un handicap comparé à des pays concurrents dans le secteur du nickel. D'un autre côté, la mise en place de maintes entreprises locales de sous-traitance, en particulier communautaires, pourra être un atout pour la relance d'autres activités économiques en dehors du secteur minier, puisque des formations et des savoirs ont été acquis.

En août 2024, trois compagnies minières ont manifesté leur intérêt de reprendre les 49% des parts dans Koniambo, un groupe européen et deux compagnies non-européennes. Des discussions sont en cours.



français et voté par le Sénat et ensuite par l'Assemblée Nationale à Paris, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais les raisons pour les agitations qui impliquent principalement des jeunes Kanak des quartiers nord de Nouméa, sont plus profondes : de fortes inégalités socio-économiques qui caractérisent le territoire calédonien, des inégalités ethniques qui perdurent et une partie de la jeunesse kanak en échec scolaire et sans perspective professionnelle (Ris et Gorhouna, 2017 ; Perraud, 2024). Le comportement de « non-écoute » de la part du gouvernement français envers les demandes des indépendantistes kanak est également un facteur aggravant. Et certains politiques loyalistes n'ont pas contribué à apaiser la situation en racialisant le discours et en accentuant les différences entre les mondes kanak et occidental. La présidente de la province Sud plaide par exemple pour une provincialisation du pays (Le Nouvel Obs, 2024). De plus, il existe de profondes fissures au sein du parti indépendantiste UC (Union Calédonienne) dont les élus et leaders sont



Figures 4 et 5 : Entreprises de sous-traitance : les bureaux de la STMK et de la Syorena ; Car de la Syorena.
Source : Kowasch, 2024

Insurrection en Nouvelle-Calédonie-Kanaky

Dans la situation actuelle d'insurrection qui secoue la Nouvelle-Calédonie-Kanaky depuis le 13 mai 2024, il est difficile de trouver un reprenneur pour l'usine du Nord. Le projet de loi concernant un dégel du corps électoral permettant à un plus grand nombre de citoyens français de voter aux élections provinciales, présenté par le gouvernement

contestés par certains membres d'une cellule de l'UC, la CCAT (Cellule de Coordination des Actions de Terrain), qui prennent un positionnement plus radical. Ces derniers revendiquent une pleine souveraineté immédiate en refusant tout nouvel accord avec la France ou un autre référendum (Interviews à Dumbéa, août 2024). Contrairement aux « événements » des années 1980, ce sont

certaines jeunes qui prennent les devants et recourent à la violence parce qu'ils estiment qu'ils n'ont pas d'autre choix pour être entendus et reconnus. Depuis le départ en prison en France des leaders de la CCAT, ce qui a aussi jeté de l'huile sur le feu, il y a moins de coordination des actions sur le terrain, qui comprennent des blocages de route et des incendies de maisons, écoles, églises et cabinets médicaux (George, 2024 ; Interviews en province Nord, août 2024). Selon les chiffres du gouvernement, les destructions, pillages et incendies ont causé au moins 2,2 milliards d'euros de dégâts, 740 entreprises ont été détruites ou endommagées (Gouvernement NC, 2024). Subventionner la filière nickel sera compliqué dans cette situation...

Conclusion

L'insurrection actuelle, l'augmentation considérable de la production de nickel en Indonésie et aux Philippines ainsi que la flambée du prix d'énergie ont impacté la situation du secteur du nickel en NC-K. Les deux dernières raisons ont certainement influencé la décision des groupes miniers suisses de quitter le territoire en crise. Dans l'optique de sa stratégie Indo-Pacifique, la politique d'Emmanuel Macron peut être interprétée comme une logique de recolonisation (par exemple Merle, 2024). Dans ce contexte, on pourrait donc se demander à quel point le projet Koniambo qui représente aussi un instrument-clé pour une émancipation économique et politique du territoire sera soutenu et comment la filière nickel pourra survivre sans nouvel investisseur ou sans subvention publique.

Remerciements

Nous souhaitons remercier toutes les personnes sources en Nouvelle-Calédonie-Kanaky qui ont partagé des informations et leurs avis avec nous. Un grand merci aussi à nos collègues Xavier Bernier, Eric Fouache, Julien Merlin et Olivier Milhaud pour la relecture du texte. *Oléti !*

Références

- Batterbury, S.P.J., Kowasch, M. et Bouard, S. (2020). 'Bordering' New Caledonia: The ironies of territorial re-ordering and Indigenous economic development. *Journal of Political Ecology*, Vol. 27, 594– 611. <http://doi.org/10.2458/v27i1.23812>
- EC (European Commission) (2023). Critical Raw Materials. https://single-market-economy.ec.europa.eu/sectors/raw-materials/areas-specific-interest/critical-raw-materials_en. Accessed 10 June 2024
- EC (European Commission) (2024). EU and Serbia sign strategic partnership on sustainable raw materials, battery value chains and electric vehicles. 19 July 2024. Press release. En ligne : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_3922
- George, N. (2024). Why is New Caledonia on fire? According to local women, the deadly riots are about more than voting rights. *The Conversation*, 16 mai 2024. En ligne : <https://theconversation.com/why-is-new-caledonia-on-fire-according-to-local-women-the-deadly-riots-are-about-more-than-voting-rights-230199>
- Gouvernement NC (2024). La crise en chiffres. Information personnelle.
- INSEE (2024). Nickel - pureté de 99,80 % - LME (London Metal Exchange) - Au comptant - Prix en dollars par tonne. En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010002060>
- ISEE (2024a). Les exportations de nickel et produits métallurgiques. En ligne : <https://www.isee.nc/economie-entreprises/entreprises-secteurs-d-activites/secteur-du-nickel>.
- ISEE (2024b). Résultats du recensement 2019. En ligne : <https://www.isee.nc/population/recensement>
- ISEE (2020). L'économie calédonienne forte des retombées du nickel. En ligne : <https://www.isee.nc/economie-entreprises/entreprises-secteurs-d-activites/secteur-du-nickel>
- Kowasch, M. (2018). Nickel mining in northern New Caledonia - a path to sustainable development? Special Issue « Nickel laterites: from exploration to processing », *Journal of Geochemical Exploration* 194, 280-290.

Kowasch, M. et Merlin, J. (2024). Conflicts and Legitimacy of Environmental Organisations Facing Mining Projects in New Caledonia-Kanaky. In Kowasch, M., Batterbury, S.P.J. (dir.), *Geographies of New Caledonia-Kanaky – Environments, Politics and Cultures*. Cham/Switzerland: Springer, pp. 85-102. https://doi.org/10.1007/978-3-031-49140-5_8

Kyunghoon, K. (2023). Extraction et protectionnisme : industrialiser l'Indonésie. *Le Grand Continent*. En ligne : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/08/23/extraction-et-protectionnisme-lindustrialisation-de-lindonesie/>

Le Nouvel Obs (2024). Nouvelle-Calédonie : la cheffe des loyalistes juge « révolu » le projet d'un archipel uni et plaide pour une séparation des provinces. En ligne : <https://www.nouvelobs.com/societe/20240714.OBS91123/nouvelle-caledonie-la-cheffe-des-loyalistes-juge-revolu-le-projet-d-un-archipel-uni-et-plaide-pour-une-separation-des-provinces.html>

Mouterde, P. (2024). Un projet du groupe minier français Eramet en Indonésie inquiète les associations. *Le Monde*, 2 mars 2024. En ligne : https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/03/02/un-projet-du-groupe-minier-francais-eramet-en-indonesie-inquiete-les-associations_6219607_3244.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTEAAR1lzSn8KOS7LDAaY-SH3rQWJgR-lwwfYDe9nqfRV8ErNs8dbBNq2fIS-vU_aem_ZmFrZWR1bW15MTZieXRlcw#Echobox=1709361026

Merle, I. (2024). Le personnel politique en charge du dossier calédonien fait mine d'ignorer le poids de l'histoire. *The Conversation*, 22 mai 2024. En ligne : <https://theconversation.com/le-personnel-politique-en-charge-du-dossier-caledonien-fait-mine-dignorer-le-poids-de-lhistoire-230589>

NC 1ère (2024a). Que contient le pacte sur le nickel calédonien en attente de signature ? 26 mars 2024. En ligne : <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/que-contient-le-pacte-sur-le-nickel-caledonien-en-attente-de-signature-1473729.html>

NC 1ère (2024b). Koniambo nickel, la fin d'une épopée de près de 50 ans dans le Nord calédonien. 31 août 2024. Online: <https://la1ere.francetvinfo.fr/nouvellecaledonie/province-nord/koniambo-nickel-la-fin-d-une->

epopee-de-pres-de-50-ans-dans-le-nord-caledonien-1517666.html

Nickel Institute (2024). 04 – First use of nickel. En ligne : <https://nickelinstitute.org/en/about-nickel-and-its-applications/#03-nickel-mining-production>

Perraud, A. (2024). En Nouvelle-Calédonie, « la réduction des inégalités stagne depuis 2009 ». En ligne : <https://www.mediapart.fr/journal/france/260524/en-nouvelle-caledonie-la-reduction-des-inegalites-stagne-depuis-2009>

Guitton-Boussion, J. (2024). Nouvelle-Calédonie : un accord « colonialiste » sur le nickel attise les tensions. En ligne : <https://reporterre.net/Nouvelle-Caledonie-un-accord-colonialiste-sur-le-nickel-attise-les-tensions>

Pantz, P.-C. (2024). Géopolitique du nickel : Indonésie/Nouvelle-Calédonie, destins liés ? *Revue Défense Nationale* n° 8721, 34-140.

Requin, A., Nguyen, A., Monteil, S., Le Moine, D., Desfossés, P. (2023). Avenir de la filière du nickel en Nouvelle-Calédonie. En ligne : https://www.igf.finances.gouv.fr/files/live/sites/igf/files/contributed/Rapports%20de%20mission/2023/VF_250723_Rapport_nickel.pdf

Ris, C. et Gorohouna, S. (2017). Twenty-five years of inequality-reduction policies in school achievement in New Caledonia. *Pacific Dynamics: Journal of Interdisciplinary Research* 1(2), 232-249.

Sallier, P.A. (2024). Nouméa, les géants suisses du négoce au cœur de la crise. *TdG (Tribune de Genève)*, 21 May 2024. En ligne : https://www.tdg.ch/nouvelle-caledonie-les-geants-suisses-au-cur-de-la-crise-904088031585?fbclid=IwZXh0bgNhZW0CMTEAAR3ZmlR63QPdDwBeEdXl4zq5iQtbC4JYrZrPHPnATi8d7x0MtekBaK50kg_aem_ZmFrZWR1bW15MTZieXRlcw

Thydjepache, J.-L. (2024). The impact of the MinErAL from the perspective of a Kanak. In: Rodon, T., Thériault, Keeling, A., Bouard, S., Taylor, A. (dir.), *Mining and Indigenous Livelihoods – Rights, Revenues, and Resistance*. Routledge, London/New York, pp. 315-316.

Turton, S. (2024). New Caledonia unrest deals further blow to nickel industry. *Nikkei Asia*, 24 May 2024. En ligne : <https://asia.nikkei.com/>

Business/Business-Spotlight/New-Caledonia-unrest-deals-further-blow-to-nickel-industry

WMD (World Mining Data) (2024). Production of Mineral Raw Materials of individual Countries by Minerals. En ligne : https://www.world-mining-data.info/?World_Mining_Data__Data_Section

Pour citer cet article : Thydjepache, Jean-Louis, Kowasch, Matthias & Batterbury, Simon P.J. (2024) : Fluctuations du marché du nickel et impacts locaux en Nouvelle-Calédonie-Kanaky. *Beyond Hot Air Briefing Papers*. Issue 3. 1-10. <https://doi.org/10.25365/phaidra.543>

Contactez les auteurs : JThydjepache@koniambonickel.nc, matthias.kowasch@phst.at, simonpjb@unimelb.edu.au

'Beyond Hot Air. Conversations around critical raw materials supply for the 'green' transition' is a sub-project to the 'MinErAL – Knowledge Network on Mining Encounters and Indigenous Sustainable Livelihoods' funded by [SSHRC – Social Sciences and Humanities Research Council of Canada](#).

Site web : miningbeyondhotair.org

Contact : bha.powi@univie.ac.at

Consultez aussi l'article des auteurs sur le blog Beyond Hot Air : [Le secteur du nickel en crise - exemple de la Nouvelle-Calédonie-Kanaky](#)